

HAKIM EL KAROUI

RÉINVENTER
L'OCCIDENT

**Essai sur une crise
économique et culturelle**

Flammarion

Extrait de la publication

HAKIM EL KAROUI

RÉINVENTER L'OCCIDENT

La désoccidentalisation du monde a commencé. L'Occident qui se croyait surpuissant se découvre déficient. Aux conséquences de l'arrogance (guerre en Irak, crise financière, péril climatique) succèdent les crises de l'impuissance (incapacité politique, crise identitaire, crainte des classes moyennes). L'angoisse gagne les Occidentaux.

Pourquoi s'inquiéter de l'avenir d'un Occident qui a fait tant de mal ? Parce que, nous répond Hakim El Karoui, l'Occident a deux faces : la face sombre, certes, mais aussi la face claire, celle qui a fait de lui le creuset des idéaux de liberté et de démocratie en lesquels les Occidentaux doivent continuer à croire. Mais alors que faire et par où commencer ?

D'abord, prendre la mesure exacte de cette désoccidentalisation du monde, de l'impuissance économique et symbolique dans laquelle sont plongés l'Europe et les États-Unis.

Ensuite, comprendre que ceux qui sont souvent désignés comme coupables ne sont pas les ennemis de l'Occident. Le monde arabe en général et la rive sud de la Méditerranée en particulier, à l'issue de la crise de transition qu'ils traversent, seront des vrais partenaires. La Chine, elle, construit une nouvelle Grande Muraille économique et politique avec l'Asie du Sud-Est, qui impose à l'Europe et à l'Occident de réinventer un projet.

Soucieux d'expliquer le monde qui vient sans le filtre des clivages idéologiques convenus, réfléchissant à toutes les échelles, nourri d'économie, de géopolitique, mais aussi de littérature, cet essai d'analyse et de conviction fait entendre une voix originale dans le débat public.

Hakim El Karoui, 39 ans, est banquier d'affaires, spécialiste des marchés émergents. Normalien, agrégé de géographie, il a été conseiller au cabinet du Premier ministre. C'est un acteur engagé du débat public sur la diversité, la Méditerranée, l'islam et le protectionnisme européen. Il a publié un premier essai remarqué L'Avenir d'une exception (Flammarion, 2006).

Flammarion

Extrait de la publication

Hakim El Karoui

Réinventer l'Occident

Essai sur une crise économique
et culturelle

Flammarion

DU MÊME AUTEUR

L'Avenir d'une exception, Flammarion, 2006.

© Éditions Flammarion, 2010.
ISBN : 978-2-0812-1841-3

À Delphine

INTRODUCTION

La désoccidentalisation du monde a commencé et l'Occident est devenu un problème pour le reste de l'humanité : la crise diplomatique née de la guerre d'Irak, menée au nom du Bien contre le Mal, a ébranlé le Moyen-Orient sans apporter de solutions ; la crise économique occidentale a violemment heurté le reste du monde, laissant penser un instant que toute l'économie mondiale allait être entraînée dans la chute américano-européenne ; la crise climatique enfin, engendrée par la croissance de l'Occident depuis deux siècles, produit catastrophe sur catastrophe sans qu'aucune organisation n'arrive à imposer un « nouvel ordre climatique » qui tienne compte des responsabilités passées et organise les actions futures. Ces crises sont nées d'un sentiment de surpuissance : surpuissance idéologique et militaire au Moyen-Orient, surpuissance économique qui sous-estimait la gravité de la dette, surpuissance du présent qui faisait croire que l'on pourrait repousser à des lendemains lointains un réchauffement climatique identifié depuis trente ans. L'Occident, après le 11 septembre,

Réinventer l'Occident

croyait être une victime. Il se découvre aujourd'hui coupable.

Arrivent aujourd'hui les crises de l'impuissance. L'Occident est affaibli par les évolutions internes de ses sociétés qui se fragmentent peu à peu devant la volonté de puissance des individus éduqués, ivres de leur liberté et ne sachant plus comment organiser une collectivité fonctionnelle. L'Occident est aveuglé par la fin des monopoles qui faisait de lui le maître des horloges du monde : l'instruction s'est diffusée partout, l'avenir ne lui appartient plus et l'histoire du monde ne s'écrit plus sur le modèle de son histoire à lui. Enfin, l'Occident souffre de l'inefficacité de ses institutions qui semblent organisées pour sélectionner des dirigeants plus préoccupés par le court terme et leur ambition personnelle que par le long terme et l'intérêt général. Et quand, au prix d'une accélération prodigieuse de l'histoire avec la crise économique, un homme neuf et compétent est élu (Obama), il peine à mettre en œuvre un programme pourtant édulcoré dans un pays soumis aux intérêts particuliers.

On pourrait objecter que ces crises ne sont pas occidentales, qu'elles sont tantôt européennes (la panne de croissance) et tantôt américaines (l'Irak et les *sub-primes*), quand elles ne sont pas tout simplement mondiales (le climat). Si ces visions ne sont pas fausses, elles sont parcellaires : au-delà des problèmes économiques et militaires, c'est ce que l'Occident pense avoir apporté au monde qui est menacé. Bon débarras, diront certains. Pourquoi sauver une idée qui a fait tant de mal ? Pourquoi l'Occident serait-il autre chose qu'une opposition violente au reste du monde, qu'une

Introduction

arrogance satisfaite, qu'une volonté de domination impériale sur des peuples désignés parfois comme autres, souvent comme inférieurs ? Cet essai n'a pas pour objet de discuter du concept même d'Occident ni de ses bienfaits ou de ses torts passés : la discussion serait sans fin et il s'agit surtout de regarder l'avenir. Mais, il faut définir son usage, d'autant que l'Occident est un concept marqué politiquement qui évolue régulièrement. À l'origine, l'Occident, c'est là où le soleil « tombe » (*occidere* en latin) avec la Grèce pour centre. Il était alors à l'Ouest. Avec la colonisation, il est devenu « le Nord ». Avant de redevenir l'Ouest au moment de la guerre froide puis à nouveau « le Nord » quand « le Sud » désignait les pays en développement. Pendant longtemps aussi, il fut synonyme de chrétienté – même s'il y eut en son sein un schisme entre l'Église d'Orient (orthodoxe) et l'Église d'Occident (catholique). Aujourd'hui, il est la partie du monde la plus athée. Concept difficile donc, dont il faut préciser le sens. J'utiliserai le mot Occident avec à l'esprit quatre dimensions. L'Occident, c'est une *géographie*, avec un centre clairement défini, l'Europe et les États-Unis et une périphérie plus floue (l'Amérique latine, la Russie). C'est aussi, quand on est à l'extérieur de l'Occident, une réalité à la fois difficile à expliquer et en même temps une évidence : l'Occident, vu de l'extérieur, c'est une *altérité*. C'est également une *histoire* – faite d'espérance et de tragédie à la fois, l'espérance nourrissant souvent la tragédie – que l'Occident ne doit pas oublier car, comme le dit Primo Levi, « quiconque oublie son passé se condamne à le revivre ». C'est une réalité *idéologique* enfin : l'idée de liberté individuelle, de droits de l'homme, de démocratie, d'esprit critique,

Réinventer l'Occident

d'économie de marché, ces valeurs qui sont communes à l'Europe et aux États-Unis, que ne partagent ni la Chine, ni le monde arabe, ni la plupart des pays asiatiques et d'Afrique subsaharienne. Et c'est parce qu'il faut préserver ces valeurs en ces temps de bouleversement qu'il est légitime de penser *du point de vue* de l'Occident.

Mais ce n'est pas la seule raison. Ébranlé, l'Occident piétine ses idéaux et cherche des coupables. Un discours violemment xénophobe enflamme l'Europe qui, de la France au Danemark en passant par les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche et l'Italie, fait des musulmans les nouveaux barbares, rétifs à l'intégration parce que porteurs d'une religion « incompatible avec la démocratie ». Les États-Unis en « guerre contre le terrorisme » torturent et violent dans les prisons irakiennes, bafouent le droit à Guantánamo, discourent sur la démocratie et soutiennent des dictateurs. Obama fait entendre une nouvelle voix au Caire, tend la main aux Iraniens à Genève, mais doit composer à Washington avec un pays toujours traumatisé par les attentats du 11 Septembre qui continue à diviser l'humanité en héros et en suspects, ces derniers étant souvent musulmans.

La désoccidentalisation du monde a commencé, sans même attendre l'émergence des nouvelles puissances qui aggravent la perte d'influence occidentale. La Chine – elle ne s'en cache pas – veut retrouver la place que, selon elle, elle n'aurait jamais dû perdre : la première. Reprenant un modèle de croissance mercantiliste très éprouvé, elle l'amplifie du fait de son poids et le détourne, développant son marché intérieur aux dépens des importations étrangères qu'elle a patiemment copiées. Enfin, elle fait spectaculairement mentir

Introduction

la prophétie américaine de l'adéquation nécessaire entre économie de marché et démocratie. Au monde ouvert de l'économie de marché, constitué d'opportunités égales pour tous – et de mainmise occidentale ! –, se substitue un « monde chinois » bardé de murailles politiques et de gestion unilatérale, un monde organisé sous forme de grandes régions mondiales de plus en plus indépendantes les unes des autres.

Les Occidentaux sont inquiets, surtout ceux qui sont exposés aux changements sans pouvoir les maîtriser : alors que les inégalités ont augmenté comme jamais dans l'histoire, les milieux populaires et les classes moyennes, se sentant menacés, deviennent menaçants. L'Occident s'affole. Cette angoisse en ce moment historique de perte d'hégémonie est la deuxième raison qui rend légitime la question de l'Occident. La désoccidentalisation du monde ne doit pas conduire l'Occident à piétiner les valeurs qui le constituent.

Identifier le phénomène de désoccidentalisation du monde, montrer que les musulmans n'en sont que des acteurs finalement secondaires, expliquer et comprendre ce qui se joue en Chine et en Asie, telles sont les ambitions de cet essai qui veut promouvoir une idée simple : la désoccidentalisation du monde doit être une opportunité historique pour l'Europe de se réinventer et une occasion pour l'Occident de revisiter à ses valeurs.

Toutes les échelles, nationale, européenne, occidentale, seront utilisées. Parce qu'il faut inventer un nouveau discours sur la nation tournée vers l'avenir plutôt que vers le passé, un discours qui choisisse d'inclure les nouveaux arrivants plutôt que les stigmatiser, qui stimule l'identification plutôt qu'il n'impose l'identité, qui perçoive dans les recompositions sociales les ferments d'une

Réinventer l'Occident

nouvelle façon de vivre ensemble. Se rassurer sur le devenir de la nation permettra de travailler à l'invention d'un nouvel intérêt général européen, parce que nous avons besoin d'une Europe au service des Européens et que nous ne pouvons plus nous passer d'une identité européenne. Il sera temps enfin de proposer une nouvelle voie pour l'Occident, défini autour de quatre concepts clés : l'égalité, nécessaire pour mieux admettre les changements du monde ; la vérité, pour que l'Occident ne se mente plus à lui-même ; la réciprocité, pour que l'Occident ne contraigne plus, mais suggère ; l'identification enfin, pour que les valeurs qu'il représente soient désirées et non plus imposées.

Ma vision sera interne mais aussi externe : interne parce, né de mère française et protestante, élevé en France, éduqué dans les écoles de la République, ayant été enseignant à l'université, conseiller d'un Premier ministre (Jean-Pierre Raffarin) tout en ayant appelé à voter en 2007 pour Ségolène Royal, je suis à l'évidence un Occidental. Externe parce que de père tunisien et musulman, ayant vécu en Égypte, je vois aussi l'Occident de l'extérieur.

J'ai voulu enfin achever ce livre par un discours, un discours imaginaire. Parce que le discours est l'outil le plus immédiat mis à la disposition des responsables politiques. Parce que les analyses et propositions contenues dans ce livre ont aussi pour ambition de contribuer modestement à la réflexion de ceux qui feront la campagne de 2012. Parce que je ne me résous pas à croire que l'on ne peut améliorer la vie des gens.

Chapitre premier

LA DÉSOCCIDENTALISATION DU MONDE

On pourrait croire que le monde s'occidentalise. La modernisation actuelle des pays émergents, les modes de vie qu'ils adoptent, la société de consommation et de loisir qui se diffuse viennent de l'Occident après tout. *L'entertainment* américain n'est-il pas à travers le monde la seule culture commune ? Quant aux terroristes du 11 Septembre, par leur violence, n'ont-ils pas surtout rappelé la centralité de l'Occident ?

Qu'est-ce que la désoccidentalisation alors ? C'est d'abord l'Occident qui se vide par lui-même – et pas à cause des autres ! – de sa puissance, de son dynamisme et de sa capacité à réguler le monde. La désoccidentalisation, c'est aussi ce moment où l'Occident devient dangereux pour le monde. La désoccidentalisation, enfin, c'est la fin d'un monde organisé selon les valeurs occidentales.

Regardons ce phénomène étrange de déperdition interne, d'épuisement solitaire des modèles politiques, économiques et culturels occidentaux. Les voilà, ces modèles, qui semblent englués dans une étrange

Réinventer l'Occident

anomie que Durkheim définissait comme une « situation sociale, caractérisée par la perte ou l'effacement des valeurs (morales, religieuses, civiques...) et le sentiment associé d'aliénation et d'irrésolution ». Et d'ajouter : « Le recul des valeurs conduit à la destruction et à la diminution de l'ordre social : le manque de lois et de règles ne peut plus garantir la régulation sociale¹. »

L'anomie est politique : le modèle où l'individu prend le pas sur la collectivité n'a pas été inventé. L'anomie est économique : la France, l'Europe n'ont plus de modèle d'avenir, la régulation économique et sociale n'a plus de fondement. L'anomie est identitaire : le monde se désoccidentalise et l'Occident ne sait pas où il va.

L'individu au risque du collectif :
l'anomie politique

La nation protégeait et libérait

Les Français expérimentent les premiers la poursuite de l'histoire. Avec le triomphe de l'individu, le délitement idéologique, l'effondrement des croyances religieuses, la fragmentation nationale, l'absence de réponse européenne, la France offre l'exemple d'un pays entré dans une phase que l'on pourrait qualifier de « postmoderne » au sens simple où elle suit une phase de modernité. Suivons le cheminement idéologique qui a conduit du pouvoir national à l'anomie actuelle.

Hier, les Français refusaient de s'attribuer à eux-mêmes l'organisation sociale, l'histoire, la fabrication

1. Émile Durkheim, *Le Suicide*, Paris, F. Alcan, 1897.

La désoccidentalisation du monde

des lois : ils se pensaient « hétéronomes », au sens où ils ne se donnaient pas à eux-mêmes leur propre loi. La source de la loi devait être une transcendance, une extériorité, une supériorité. Avec les Lumières, l'individu est devenu « autonome », il est sorti de sa minorité, pour reprendre l'image de Kant. Il s'est donné à lui-même sa propre loi. Et à la religion a succédé la nation comme instance collective légitime. La communauté des citoyens a combattu puis supplanté peu à peu la communauté des croyants.

L'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 dispose ainsi que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ». En application de ce principe, la nation est devenue la source des différents pouvoirs, se substituant au droit divin qui légitimait le pouvoir monarchique.

Le peuple est constitué en corps politique, dont la volonté est mise en œuvre par des représentants élus, sans qu'aucun corps intermédiaire puisse y faire obstacle. L'État est soumis au principe démocratique. La nation le lie ainsi à la société en lui conférant une légitimité démocratique. L'État-nation est né, qui protège le citoyen tout en lui garantissant ses droits, les droits de l'homme et du citoyen, au premier rang desquels se trouve la liberté.

Fragmentation sociale

Cette conception de la nation semblait éternelle. Sauf que l'histoire a continué, que l'enseignement

Réinventer l'Occident

secondaire s'est généralisé puis, plus tard, l'enseignement supérieur qui accueille aujourd'hui 35 % d'une classe d'âge. Aux générations peu éduquées ont succédé des générations sur-éduquées qui ont commencé à remettre en cause le principe de la contrainte collective qui sublime l'individu. Au corps sacré du roi d'avant 1789 s'était substitué le corps sacré de la nation. Règne aujourd'hui le corps sacré de l'homme. Corps humilié, assassiné parfois : c'est Régis Debray qui remarque que « beaucoup de Juifs sécularisés ont remplacé le Dieu de l'Alliance par la Shoah qui leur permet de rester rattachés au judaïsme. Auschwitz est devenu un sanctuaire, pas un mémorial¹ ». Quant à la laïcité, elle s'est sacralisée, pied de nez de l'histoire. Et Régis Debray de décrire les nouveaux éléments du culte de l'Individu : un lieu de liturgie comme le parvis du Trocadéro ; des Bienheureux, les prix Nobel de la paix ; des saints, au Panthéon ; une cantate, *We Are The World*.

La liberté de l'individu ne peut pas, ne doit pas avoir de limite. Or, la nation en est une. Elle devient un obstacle, presque un ennemi : « On ne célèbre plus les morts pour la France, on célèbre les morts à cause de la France². » Mutins, harkis, esclaves ou déportés. L'individu est donc au centre du monde et de la société, et se préoccupe de lui-même. Marcel Gauchet affirme : « L'individu privé d'aujourd'hui se définit par sa déliaison foncière d'avec la société. La politique l'intéresse dans la mesure où elle offre une scène à sa singularité identitaire. L'économie le concerne pour autant qu'elle lui permet d'obtenir la satisfaction de

1. Régis Debray, *Le Moment fraternité*, Paris, Gallimard, 2009.

2. *Ibid.*

La désoccidentalisation du monde

ses appétits personnels en termes d'argent et de consommation¹. »

Pour Pierre Nora, commentant les évolutions actuelles, l'histoire même de la nation française pourrait être considérée comme criminelle pour les tenants des droits de l'homme :

Le projet droits-de-l'homme comporte un élément accusateur des péripéties les plus sombres du roman national. Il est par définition peu intégrable à la vision classique de la nation. Depuis le XVIII^e siècle, cette dernière avait été associée à l'idée de civilisation. Les Lumières avaient vu dans la nation le véhicule du progrès de la civilisation, parce qu'elle était le lieu de la raison : nation, raison et civilisation marchaient du même pas. La poussée de la pensée des droits de l'homme dans sa forme récente, très individualiste, dissocie cette trilogie. Elle se réclame de la civilisation, mais plus de la nation².

Dans ce mouvement général, il faut distinguer la situation des individus en fonction de leur niveau social car l'impuissance des individus pauvres *dépouillés* des protections collectives contraste avec la puissance *libérée* des contraintes collectives des individus riches. Bref, la « sortie de nation » ressemble furieusement au désengagement de la nation des élites mondialisées et à l'errance des milieux populaires et des classes moyennes dans un ensemble aux limites floues, au discours déconstruit ou daté, aux perspectives absentes.

1. Marcel Gauchet, *La Condition historique*, Paris, Stock, 2003.

2. Pierre Nora, « Le nationalisme nous a caché la nation », entretiens, *Le Monde*, 17 mars 2007.

La protection politique a disparu

La liberté a fait voler en éclats le vieux ciment national. Chacun veut sa place dans la course à l'identité. La liberté individuelle triomphe et la demande de protection enfle. Parce que la sécurité des biens et des personnes est mise à mal par l'idée que si « JE » peut tout se permettre, rien n'appartient vraiment à autrui. Au nom de la liberté, on a défait peu à peu les protections collectives. Après avoir glorifié l'État comme dans les années 1960 et 1970, les gaullistes puis leurs héritiers l'ont ensuite fait reculer. Plutôt que les institutions et les statuts, on a inculqué la culture du contrat, plus fluide, plus adaptable. Et si à la faveur de la crise, l'intervention de l'État est revenue en grâce, les règles du jeu n'ont pas changé : ce n'est pas la taxation des bonus qui va changer les pratiques des traders !

L'impuissance publique domine, théorisée et revendiquée par le libéralisme qui fait de l'affaiblissement de l'État un horizon. Or si la nation, incarnée par l'État, n'est plus efficace pour réguler la violence de la société, si elle ne sait plus s'opposer aux forces économiques mondiales, elle perd sa légitimité. Au lieu d'être collective, la protection devient individuelle : on protège les droits du salarié, pas du chômeur. Et plus les droits du salarié augmentent, plus le chômeur réduit ses chances de trouver du travail car le coût de ce travail augmente. Hier coïncidaient l'État, la nation, le marché et l'aire de sécurité. Maintenant que ce n'est plus le cas, « le risque de repli sur les identités culturelles est fort ¹ », remarque Michel Foucher.

1. Michel Foucher, *L'Europe et l'avenir du monde*, Paris, Odile Jacob, 2009.

La désoccidentalisation du monde

La fragmentation sociale, la montée des revendications individuelles et de l'expression de la volonté de puissance des individus, l'évolution politique qui en découle vers toujours moins d'État et plus de libéralisme, tout concourt à transformer pour la collectivité l'individu en obstacle, voire en problème. Comme le dit Régis Debray, « l'individu est tout et le tout n'est plus rien. Comment réveiller des nous ¹ ? »

Montée des communautés

La suite logique de cette évolution, c'est l'atomisation politique. Les citoyens errent en fonction de choix qui ne sont plus idéologiques mais plutôt de convenances personnelles. La fin du XX^e siècle a vu la disparition du communisme et de la droite catholique. Et la droite et la gauche sont incarnées aujourd'hui par deux partis – socialiste et gaulliste – qui n'ont pour seules références idéologiques que leur passé. On disserte souvent sur les valeurs oubliées du parti socialiste. On oublie vite les mutations radicales de la droite pour qui la responsabilité, la charité, le désintéressement, la soumission à l'ordre global faisaient partie du catéchisme idéologique. Tout cela a disparu. Le pragmatisme est la nouvelle religion politique : c'est la religion des sans-religion.

Comme le dit Emmanuel Todd, « loin de mener au bien-être, l'émergence d'un monde sans Dieu conduit à l'anxiété, au sentiment d'un manque [...]. La quête du sens va alors se loger sur l'argent, la sexualité, la

1. Régis Debray, *Le Moment fraternité*, op. cit.

Réinventer l'Occident

violence, tout ce que la religion contrôlait¹ ». Pour remédier à cette nouvelle réalité, il faut se construire des protections qui sont aussi une réponse à la recherche d'un sentiment collectif.

C'est la logique de la montée en puissance des communautés. La façon la plus simple pour les individus d'exprimer leur liberté, c'est de mettre en valeur leurs différences. Mais c'est moins leur différence en soi qui compte que la différence comme expression de la singularité et de la spécificité. Les Bretons descendent les Champs-Élysées. Les homosexuels affichent la « fierté gay ». Les Juifs fréquentent de plus en plus exclusivement les écoles juives, avec 78 % d'augmentation entre 1988 et 2003². Et, pour justifier leur choix, les parents d'élèves placent en tête la transmission de la culture juive (77 %) et la pratique religieuse (70 %), loin devant les menaces antisémites (32 %).

Quant aux musulmans, ils s'organisent – péniblement –, gagnent en visibilité dans l'espace public, étonnent par leurs pratiques – prier dans la rue –, inquiètent quand leurs valeurs – leur comportement à l'égard des femmes par exemple – entrent en contradiction avec celles de la République. Leur visibilité accrue dans l'espace public ressortit à plusieurs phénomènes : d'abord la réalité de leur installation, depuis plusieurs décennies, sur le territoire national ; ensuite, l'accès à l'espace médiatique de certains de leurs représentants, plus ou moins autoproclamés. Enfin, et surtout, les

1. Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2009.

2. Dominique Schnapper, Chantal Bordes-Benayoun, Freddy Raphaël, *La Condition juive en France*, Paris, PUF, 2009.